

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2023 DU SIAC

Préambule :

La production d'un rapport d'orientations budgétaires, ainsi que son exposé suivi d'un débat, est une obligation inscrite au Code Général des Collectivités Territoriales à l'article L. 2312-1 pour les Communes. Ces dispositions sont également applicables au SIAC, syndicat mixte.

Article L. 2312-1 :

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette. Ce rapport donne lieu à un débat au conseil municipal, dans les conditions fixées par le règlement intérieur prévu à l'article L. 2121-8. Il est pris acte de ce débat par une délibération spécifique.

Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport mentionné au deuxième alinéa du présent article comporte, en outre, une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Ce rapport précise notamment l'évolution prévisionnelle et l'exécution des dépenses de personnel, des rémunérations, des avantages en nature et du temps de travail. Il est transmis au représentant de l'Etat dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale dont la commune est membre ; il fait l'objet d'une publication. Le contenu du rapport ainsi que les modalités de sa transmission et de sa publication sont fixés par décret.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des communes de 3 500 habitants et plus.

L'article D 2312-3 en précise le contenu :

1° Les orientations budgétaires envisagées par la commune portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la commune et l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre.

2° La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.

3° Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Les orientations visées aux 1°, 2° et 3° devront permettre d'évaluer l'évolution prévisionnelle du niveau d'épargne brute, d'épargne nette et de l'endettement à la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

B. – Dans les communes de plus de 10 000 habitants, le rapport prévu au troisième alinéa de l'article L. 2312-1, présenté par le maire au conseil municipal, comporte, au titre de l'exercice en cours, ou, le cas échéant, du dernier exercice connu, les informations relatives :

1° A la structure des effectifs ;

2° Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature

3° A la durée effective du travail dans la commune.

Il présente en outre l'évolution prévisionnelle de la structure des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Ce rapport peut détailler la démarche de gestion prévisionnelle des ressources humaines de la commune.

Ce rapport peut s'appuyer sur les informations contenues dans le rapport sur l'état de la collectivité prévu au dixième alinéa de l'article 33 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Les contributions au SIAC sont de 3 ordres : 1. Clé générale, 2. Clé contrat de rivières, 3. Remboursement du coût net pour les actions en délégations. Le présent rapport d'orientations budgétaires est donc présenté selon ces 3 parties distinctes. Une ventilation analytique est opérée comptablement en dépenses et recettes par les services du SIAC en ce sens.

1. Les compétences du SIAC financées par la clé générale :

Envoyé en préfecture le 07/02/2023

Reçu en préfecture le 07/02/2023

Publié le

ID : 074-257402560-20230202-D1_FEV23-DE



Contenu de la Clé générale de contributions au SIAC par ses 3 EPCI membres (statutaire) :

70 % au prorata de la population DGF, 30 % au prorata de la population INSEE (population totale INSEE)

Cette clé de contribution des EPCI membres du SIAC permet d'assurer le financement de l'administration générale, des compétences SCoT et stratégie de mobilité/désenclavement, des actions des services GEOPARC et politiques contractuelles du SIAC, ainsi que le service de la dette dans ces domaines c'est-à-dire le remboursement des emprunts liés au désenclavement multimodal du Chablais (contournement routier de THONON LES BAINS, Haut Débit, ligne ferroviaire du LEMAN EXPRESS ainsi que l'aménagement des Gares).

1.1 La dette et le ratio de désendettement

Le SIAC n'a pas souscrit d'emprunt au cours de l'exercice 2022. A ce stade de la préparation budgétaire, il n'est pas envisagé de souscrire d'emprunt au cours de l'année 2023, les projets d'investissement (principalement les espaces d'expositions permanentes du Géoparc) seront autofinancés si engagés au cours de l'exercice ce qui paraît assez ambitieux eu égard à l'avancement des études de programmation, ainsi que des arbitrages à opérer sur la mise en œuvre et des étapes ultérieures : phase de conception, consultation des entreprises, conventionnement avec les gestionnaires des espaces d'accueil, procédures d'autorisation éventuelles etc...

En ce qui concerne le ratio de désendettement, il convient de rappeler les recommandations de la Chambre Régionale des Comptes lors de son dernier audit du SIAC.

Rappel du rapport de la CRC : « la capacité de désendettement du SIAC s'établit fin 2017 à 20,9 ans. Même si ce ratio doit être analysé au regard des spécificités du SIAC ..., il demeure trop élevé au regard de la durée de vie moyenne élevée de la dette du SIAC, une capacité de désendettement de 15 ans devrait être considérée comme un plafond pour la solvabilité du syndicat »... Le maintien d'un haut niveau d'épargne brute ... est donc nécessaire au maintien de la solvabilité du syndicat ».

Le tableau ci-dessous présente l'évolution de cet indicateur de 2012 à 2022 (estimation à confirmer pour 2022 après approbation du compte administratif et du compte de gestion pour cet exercice).

Le calcul ci-dessous prend en compte toutes les dépenses et recettes du SIAC. Aussi, il conviendrait de le retraiter pour isoler uniquement les dépenses et recettes liées à la clé générale de contribution. Les opérations comptables liées au contrat de rivières et dans une moindre mesure en délégations, en fonctionnement peuvent influencer sur cet indicateur en cas d'excédent ponctuel (plus de recettes que de dépenses sur un exercice). L'indicateur retraité est présenté lors de l'établissement du budget primitif.

Epargne du SIAC chaque année	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 (provisoire)
Epargne brute (recettes réelles de fonctionnement - dépenses réelles de fonctionnement)	788 191 €	921 404 €	913 253 €	939 798 €	1 196 030 €	1 375 123 €	1 470 607 €	1 699 041 €	1 703 798 €	1 392 151 €	1 997 146 €
Epargne nette (Epargne brute après remboursement du capital des emprunts)	345 784 €	466 100 €	444 438 €	456 829 €	753 518 €	479 675 €	523 731 €	700 264 €	672 712 €	341 311 €	925 651 €
Encours de la dette au 31/12/N	21 310 489 €	20 855 186 €	20 386 369 €	19 903 400 €	29 082 888 €	28 677 439 €	27 730 563 €	27 631 786 €	26 600 700 €	25 549 860 €	24 478 366 €
Capacité de désendettement (encours de la dette / épargne brute)	27 ans	22,6 ans	22,3 ans	21,2 ans	24,3 ans	20,9 ans	18,8 ans	16,2 ans	15,6 ans	18,3 ans	12,3 ans
											ratrapage des dépenses suite à COVID en 2020

Il convient de noter que ce ratio calculé annuellement doit être analysé en terme de tendance, en essayant de faciliter le faire varier : le SIAC étant un syndicat compact en matière de compétences exercées et de services, disposant aussi d'une capacité à mobiliser des sources de financement autres que les contributions des membres (subventions européennes pour l'animation, subventions du contrat de rivières etc...).

De 2016 à 2022, la tendance montre une nette amélioration du ratio, conformément aux recommandations de la CRC. L'année 2021 a vu un effet rattrapage de dépenses par rapport à 2020 compte tenu de l'impact de la situation sanitaire sur l'avancement des dossiers. L'année 2022 confirme une amélioration mais il convient de noter un niveau de recettes élevées provenant de lignes de subventions appelées à l'occasion des fins de programmes (PAEC, LEADER, ENS).

D'autre part, en 2023, l'inflation va impacter à la hausse les dépenses (charges et salaires), ce qui va peser sur le ratio en cas de maintien de la contribution à 19,20 € par habitant comme pour les années précédentes, l'évolution démographique du territoire étant inférieure à l'évolution des prix.

En 2022, il est utile de rappeler que 51 % des contributions provenant de la clé générale ont été directement affectées au service de la dette (intérêt et remboursement du capital). Une autre part des contributions permet d'autofinancer et provisionner des investissements (par exemples : participations au LEX à solder en 2026, ainsi que les dernières participations aux infrastructures qui ont été autofinancées).

1.2 Les effectifs et les rémunérations (partie commune aux 3 modes de contribution au SIAC)

Mis à part des renforts non permanents pour le service politiques contractuelles (cf partie 1.7 ci-après), il n'est pas prévu de création de poste permanent en 2023 en ce qui concerne les compétences générales du SIAC (hors contrat de rivières/futur service GEMAPI à effet en 2024).

A noter que le SIAC développe l'observatoire du SCoT à effectif constant (+ renfort d'une stagiaire en 2022). En outre, le développement de toutes les compétences générales du SIAC (Géoparc, politiques contractuelles, SCoT et son Observatoire), appuyées par les services ressources, s'est fait depuis 2018 à effectif constant (12 agents dont 3 à 80 %).

Avantages en nature au SIAC : néant.

Heures supplémentaires rémunérées en 2022 : 27,50 heures (coût 403 € environ).

Evolution du régime indemnitaire en 2023 : mise en œuvre des délibérations relatives à l'indemnité télétravail et à l'indemnité mobilité durable. Leur coût financier est très réduit mais permet au SIAC de favoriser les déplacements en mode doux et de réduire les trajets domicile/travail (impact sur l'environnement, attractivité, modernisation des conditions de travail...).

A ce jour, l'évolution en 2023 de la valeur du point d'indice du traitement des fonctionnaires n'est pas connue.

1.3 Administration générale et services ressources

Le périmètre de l'administration générale du SIAC et des services ressources n'a pas connu d'évolution en 2022 (Présidente et 5 Vice-Présidents, 5 agents dont 3 à temps partiels 80 %).

En 2023, il est prévu la mise en place de la gestion électronique des documents (GED) en cours de déploiement, le SIAC étant « site pilote » (6 mois d'abonnement gratuit à la solution informatique ont été négociés dans ce cadre).

Le nouveau site internet, l'extranet élu, l'intranet et le calendrier partagé vont être mis en service en début d'année 2023. Il est envisagé de poursuivre le renouvellement du matériel informatique de manière régulière. Un renforcement de la sécurité informatique a été opéré début 2023 (anti-rançonnage).

Le SYANE, coordonnateur du groupement d'achat, a annoncé la hausse des tarifs de l'électricité (+ 70 %) et les agents se montrent économes en consommables, fluides, carburants, papier etc...

En 2023, il est programmé une seconde intervention de l'archiviste du CDG 74 (fin des opérations relatives au 1^{er} archivage des documents du SIAC depuis sa création). Coût 6 075 € pour 15 jours d'interventions sur site. C'est une action reportée de 2022 à 2023 faute de disponibilité avant pour l'intervenante (action prévue en février/mars 2023).

1.4 Désenclavement multimodal et engagements pluriannuels

Lors du vote du budget primitif 2023, il conviendra de mettre à jour les AP/ CP pour les appels de fonds SNCF RESEAU :

1. Autorisation de programme n°1 : participation à la ligne LEMAN EXPRESS

- Total de l'autorisation de programme : 4 046 768 €
- Crédits de paiement réalisés à fin 2018 : 3 025 425 € (75 %)
- Crédits de paiement 2019 : néant
- Crédits de paiement 2020 : néant
- Crédits de paiement 2021 : 818 540,03 € (20 %)
- Crédits de paiement 2026 : 202 802,97 € (Solde 5%)

1. Autorisation de programme n°2 : participation à l'aménagement des gares LEMAN EXPRESS

- Total de l'autorisation de programme : 323 232 €
- Crédits de paiement réalisés à fin 2018 : 258 835,20 € (80 %)
- Crédits de paiement 2019 : néant
- Crédits de paiement 2020 : 48 235,20 € (15 %)
- Crédits de paiement 2021 : néant
- ~~Crédits de paiement 2022 : 16 161,60 € (Solde 5%)~~ Solde calculé en 2022 : 2 419,42 € en recettes

En 2023, il est prévu la poursuite de l'élaboration de la Stratégie ferroviaire de désenclavement du Chablais (accord cadre conclu avec un Bureau spécialisé) :

- Bon de commande n°3 (46 115,22 € TTC) pour diagnostics des fonctionnalités d'infrastructures, des modalités d'exploitation, de la fréquentation et de l'intégration multimodale, puis Bon de commande n°4 pour élaboration de la feuille de route stratégique et poursuite de la concertation (environ 19 000 € TTC).
- COPIL de lancement le 07/12/2022, prochain COPIL le 22 mars 2023.

L'enveloppe 2023 pour cette mission reste à affiner mais serait donc au minimum de 66 000 €.

1.5 Pôle Dynamiques territoriales

Le service est constitué de 2,5 ETP (urbanistes et SIG).

Le plan paysage est en cours d'achèvement fin 2022 – janvier 2023. Pour cet exercice 2023, sont prévus la poursuite des travaux de constitution de l'observatoire du SCot (travail réalisé en interne avec la sollicitation des EPCI pour la remontée informatique des autorisations d'urbanisme délivrées). Les données nécessitent toutefois un traitement et une intégration (gestion des annulations d'autorisations, vérification de l'impact foncier des projets au vu des plans masses, correspondances cadastrales etc...).

Une provision sera à prévoir pour les honoraires d'avocat dans le cadre d'un recours sur le nouveau SCoT. Une enveloppe est à prévoir pour l'impression des documents produits régulièrement par les agents du pôle Dynamiques territoriales (fiches thématiques, fiches pédagogiques, fiches actions du plan paysage).

Enfin, pour accompagner la mise en œuvre des recommandations et prescriptions du SCoT, ainsi que poursuivre les actions concrètes prévues au Plan Paysage, il est proposé un budget permettant le recours à des partenariats extérieurs. Il s'agit de développer une offre de services auprès des EPCI, Communes ou autres acteurs de l'aménagement et de l'urbanisme qui sollicitent le SIAC.

1.6 Pôle Géoparc mondial UNESCO du CHABLAIS

Le service est constitué de 3 agents.

Après une année 2022 bien remplie notamment pour les 10 ans du Geoparc, des actions nouvelles dans la progression des ambitions pour le Chablais labelisé Géoparc UNESCO sont à l'ordre du jour : édition du guide géologique avec le BRGM, partenariat scientifique avec l'Université de Savoie, conception, impression et partage des supports pédagogique et de sensibilisation, accompagnement des acteurs du territoire pour un développement économique local dans le partage des valeurs des Géoparcs, continuation des actions pédagogiques avec un focus sur le niveau collège, des coopérations nationales et internationales, réalisation d'une vidéo de promotion du territoire.

Un point important sera la poursuite des études de programmation des espaces d'expositions permanentes. Cette étape devrait permettre de réaliser des arbitrages et enclencher la réalisation de tout ou partie d'investissements soit en fin d'année 2023, soit les années suivantes et ceci sur les 3 sites identifiés.

1.7 Pôle politiques contractuelles

Le service est constitué de 2 agents.

En 2023, il est prévu le recours à un renfort pour la mise en œuvre du PAEC. Ceci dans le cadre d'un conventionnement avec les EPCI membres du SIAC pour en déterminer les modalités de financement. A noter qu'une subvention de 123 217,44 € a été obtenue pour l'animation de ce dispositif jusqu'au 31/12/2024.

Suite au retour positif de l'appel à projet PAEC du Chablais, il faudra prévoir en dépenses la contribution aux MAEC (versement à l'Agence des Services et des Paiements) ceci pour les mesures financées par les collectivités locales (environ 15 000 € annuel pour la première campagne de programmation c'est-à-dire 30 % du coût total des MAEC concernés, le FEADER contribuant à hauteur de 70 %).

En cours d'exercice 2023, il conviendra également de recruter un coordonnateur du GAL du Nord des Alpes (programme LEADER 2023-2027), ce poste étant financé par le SIAC et les 7 autres EPCI partenaires qui se répartiront le coût net après déduction des subventions prévues pour l'animation du dispositif (au moins 64 % de subvention).

Le service a prévu de poursuivre le traitement des dossiers retenus au programme LEADER 2014-2022 (dernière enveloppe complémentaire reçue récemment). Des actions d'animation seront aussi poursuivies en matière de forêt et filière bois (« doter les forêts du Chablais de documents de gestion », bourse foncière forestière qui fonctionne toujours intensément etc...).

2. Les actions du contrat de rivières et sa clé de contribution spécifique :

Contenu de la clé contrat de rivières :

25% selon la population INSEE, 25 % selon le potentiel fiscal, 50 % selon la surface du bassin versant.
(Pour THONON AGGLOMERATION, ces données prennent en compte les communes de THONON LES BAINS, ARMOY et LE LYAUD)

Le service est constitué de 3 agents (+ un agent mis à disposition à 40 % pour l'opération Basse Dranse).

L'année 2023 verra essentiellement la poursuite des fiches actions du contrat de rivières qui restent à exécuter, ce contrat devant s'achever le 30 juin 2024 suite à son avenant de prolongation validé récemment.

Ces actions en cours, à poursuivre, sont principalement

- le diagnostic des risques de pollution liés au stockage des effluents d'élevage et propositions de préconisations,
- l'élaboration du plan de gestion des boisements de berges et du bois mort.

Il est prévu d'engager l'élaboration du plan stratégique de gestion des zones humides ainsi que l'inventaire des dépôts de matériaux et de déchets sauvages sur les bords des cours d'eau et propositions de solutions pour les supprimer.

Il conviendra également d'engager l'étude complémentaire et de gestion foncière des espaces alluviaux de bon fonctionnement (budget prévisionnel : 36 000 €).

Se poursuivront les actions de concertation et d'animation, ainsi que les actions de communication, ceci conformément aux fiches actions du contrat de rivières en cours de mise en œuvre.

3. Les actions en délégations : financement au coût réel net, après déduction des subventions perçues

3.1 La partie investissement en délégation (les comptes 45)

Les travaux en délégations de compétences GEMAPI font l'objet d'un suivi par opération et par EPCI délégant. Un état tenu à jour régulièrement retrace les recettes et dépenses réalisées chaque année (hors restes à réaliser).

A noter que l'opération de restauration écomorphologique de la Basse Dranse implique une délégation de maîtrise d'ouvrage (mandat) par le CD 74 au SIAC pour la partie talus de la RD 902. Ce secteur fait donc l'objet d'un suivi indépendant.

En 2023, il est prévu la poursuite de l'opération de restauration écomorphologique et de prévention des inondations dans le secteur de la Basse Dranse (opération déléguée par THONON AGGLOMERATION et CCPEVA ainsi que par le CD 74 pour le talus de la RD 902).

Pour le périmètre CCPEVA, les travaux d'aménagement du cône aval de la Morge sont en cours d'achèvement. Il est prévu prochainement le lancement de la consultation des entreprises pour le secteur de La Fiolaz à CHATEL (2^{ème} tranche). Cette étape intervient après l'obtention de la procédure d'autorisation environnementale et DIG. Il est prévu une exécution de ces travaux en 2023. Les travaux sur le secteur Miolène-Les Ogays pourraient avoir lieu en 2024 après poursuite des procédures engagées en fin d'année 2022 (DIG et autorisation environnementale déposées en novembre 2022).

Pour le secteur du Haut-Chablais, il est prévu la poursuite des études (PRO) et procédures (les demandes de DIG et d'autorisation environnementale dont autorisation de défrichement ont été déposées en décembre 2022) pour l'opération de restauration de la Dranse de Morzine (3 tronçons du cours d'eau). Travaux prévus début 2024.

3.2 La partie fonctionnement en délégation

Cette partie comprend essentiellement les travaux d'entretien sur les boisements de berges (fiche du contrat de rivières avec subvention) ainsi que les premières interventions de suivi et de régulation du transport solide (action du contrat de rivières également).

En 2022, les premières interventions sur les boisements de berges ont eu lieu grâce à un accord cadre à bons de commande permettant le recours à un prestataire spécialisé, implanté localement. En 2023, il est prévu la poursuite de ces interventions urgentes visant à prévenir les embâcles sur les cours d'eau.

Pour le transport solide, un accord-cadre conclu avec un cabinet spécialisé a permis de commander des levés topographiques visant à évaluer la nécessité ou non d'intervenir sur les matériaux déposés dans le lit des rivières afin de rétablir des profils en long les plus adéquats possibles, ceci pour prévenir les risques d'inondations et de désordres lors des crues.

Enfin, en ce qui concerne les systèmes d'endiguement, le SIAC poursuit, pour le compte des autorités en charge de la GEMAPI, le processus de régularisation des ouvrages existants recensés et déclarés prioritaires. Pour ce faire, un accord cadre a été conclu avec un Bureau d'Etudes en charge notamment des diagnostics des ouvrages, de la réalisation des études de danger et des dossiers de déclaration ou d'autorisation selon les nouvelles procédures en vigueur.

Pour ce faire, une demande de soutien a été formulée par le SIAC auprès du Fonds BARNIER (Fonds de prévention des risques naturels). Le 24 novembre 2022, Monsieur le Préfet de la Haute-Savoie a signé un arrêté préfectoral attribuant une aide de 149 502 € pour cette action (taux de subvention de 50 %). Sont concernées les études de danger des systèmes d'endiguement existants sur les Communes de MARIN, LUGRIN, ABONDANCE, LA CHAPELLE D'ABONDANCE, MONTRIOND et MORZINE.

Fin 2022 et début 2023, pour permettre au Bureau d'Etudes d'avancer sur son travail, des interventions ont eu lieu ou ont été engagées pour les levés topographiques des ouvrages ainsi que les investigations géotechniques des sites, digues et autres ouvrages constitutifs de ces systèmes d'endiguements.

Une demande de soutien complémentaire a été établie pour contribuer au financement de interventions topographiques et géotechniques.

Ce travail de régularisation des systèmes d'endiguements prioritaires va mobiliser les équipes du SIAC tout au long de l'année 2023 et en particulier au premier semestre, dans l'objectif de déposer les premiers dossiers complets et étayés auprès des services instructeurs.